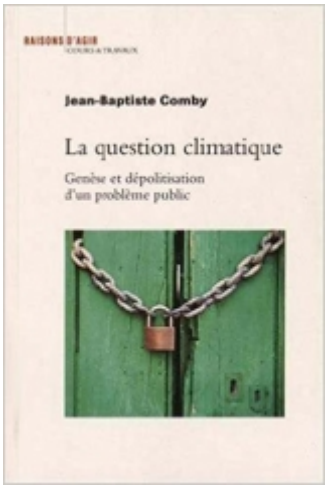
La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public. Jean-Baptiste Comby

11 février 2016



On explique très souvent l'émergence puis l'affirmation de la « question climatique » par l'accumulation d'aléas, la force des événements, la multiplication des dommages, présentées comme des preuves matérielles, objectives et évidentes d'un nouvel état de nature : la lutte contre le réchauffement découlerait logiquement de la prise de conscience de difficultés croissantes. C'est oublier que d'autres éléments plus subjectifs, culturels et idéologiques ont contribué à la lente construction de ce « problème public ». L'objectif de cet ouvrage, centré sur la France, est de décrire ces éléments.

J.-B. Comby insiste sur le rôle des médias et sur le conformisme journalistique : penchant pour l'anecdotique et le sensationnel, faux objectivisme, réduction au seul thème des économies d'énergie. Il décrit aussi le rôle des scientifiques, le mouvement d'internationalisation de la recherche, l'instrumentalisation politique de certaines connaissances et les conflits internes au champ académique. Il analyse également le travail des institutions politiques, de leurs administrations, de leurs experts attitrés, qui façonnent une représentation de la réalité conforme à leurs intérêts et à leurs modes d'intervention. Un autre chapitre traite du positionnement et des discours des associations, des ONG, des réseaux techniques, des personnalités charismatiques et autres « professionnels de la sensibilisation » qui, par leurs actions militantes, ont cristallisé des peurs, promu des fatalités, érigé des causes. Enfin, les groupes sociaux dominants, à travers leurs prises de parole et leurs styles de vie, ont diffusé leur « bonne volonté écologique » et leur rhétorique de la protection de l'environnement à l'ensemble de la société.

Au-delà de sa recension des fabricants et des modalités de fabrication du défi climatique, Comby affirme que, dans le cas français, toutes ces visions et tous ces jeux d'acteurs ont, paradoxalement, eu tendance à *dépolitiser* le débat, en évitant de nommer les vrais responsables des dérèglements et en insistant, au contraire, sur la culpabilité privée des ménages à travers leurs consommations. Pour lui, au lieu de questionner nos grands choix économiques, nos priorités de politiques publiques et nos modèles de développement, les détenteurs du problème climatique préfèrent

stigmatiser certains comportements individuels, promouvoir des normes éco-citoyennes, encourager de nouvelles attitudes jugées plus vertueuses, bref utiliser les registres psychologisants et moralisateurs de la police des familles.

Bruno Hérault, Centre d’études et de prospective

Lien : Éditions Raisons d’agir